

## APRÈS UNE TRAVERSÉE DU DÉSERT

## Le nouveau souffle de l'Etusa

**Nul n'aurait parié il y a une décennie sur le devenir de ce que le grand public appelle communément la RSTA. Et pourtant ! Ni l'arrivée du privé, ni les différents programmes de restructuration n'auront eu raison de l'Entreprise du transport urbain et suburbain (Etusa).**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**

Lorsqu'au début des années 1990, le secteur des transports s'ouvrait au privé, les usagers applaudissaient. Fatigués des bus bondés de la RSTA, des longues heures d'attente, ils assistaient à l'arrivée des transporteurs privés qui, dans un premier temps, offraient des prestations de qualité.

L'interlude fut très court. L'apât du gain facile a rapidement pris le dessous sur l'impératif du service public. Les bus confortables ont laissé place à des épaves bondées. Pendant ce temps, l'Etusa opérait sa mue. Que de chemin parcouru depuis 1882, date de la création de la société de transport de la capitale.

Après plusieurs restructurations, l'Etusa a été érigée en Etablissement public à caractère industriel et commercial, en vertu du décret exécutif du 13 novembre 2003 et placée sous la tutelle du ministère chargé des

Transports. Une restructuration faite dans la difficulté. L'existence même de l'entreprise semblait menacée. Il aura fallu la volonté politique pour injecter de l'argent et remettre à flots l'entreprise.

Les pouvoirs publics avaient en effet fini par admettre que le transport dans une capitale ne pouvait être livré au privé. Les investissements ont fini par payer : les nouveaux bus de l'Etusa arborent aujourd'hui un look résolument moderne.

Les chauffeurs, les receveurs ont remis l'uniforme légendaire qui a toujours caractérisé l'entreprise.

Forte d'un effectif de 2 301 employés, d'un parc de 618 bus et de 49 lignes en exploitation, l'entreprise poursuit sa modernisation. Elle a relégué aux calendes grecques l'ancien ticket pour le remplacer par le billet électronique. Une petite révolution qui a fait son effet.

Le compostage fait désormais partie des mœurs. L'Etusa



Un retour remarquable.

explique ce passage au billet électronique par la nécessité d'«harmoniser les solutions billettiques dans une optique de développement de l'intermodalité et de l'interopérabilité dans le réseau. Ce système permettra, dans un proche avenir, l'intégration tarifaire avec les autres modes de transport».

Les usagers ne cachent plus leur préférence pour les bus bleu

et blanc. Ils étaient 41 108 613 l'an dernier à choisir le transporteur public sur un réseau d'une longueur de 910,58 kilomètres et qui s'étend à l'est sur 25 km jusqu'à Rouiba, 25 km à l'ouest jusqu'à Zéralda et 20 km au sud jusqu'à Birtouta.

L'établissement dessert 57 communes, soit plus de 2,7 millions d'habitants. Mais l'Etusa, ce n'est pas seulement les bus,

c'est également des téléphériques et récemment le tramway qui vient donner à l'entreprise une plus-value certaine. Son image est désormais associée à des modes de transport modernes.

Le bus bancal, bondé de monde et jamais à l'heure semble désormais faire partie du passé.

N. I.

## LES CONCLUSIONS D'UN SONDAGE EUROPÉEN

## Ce que pensent les Algériens de l'UE

**Les Algériens attendent beaucoup de l'Union européenne en matière d'aide à la promotion de la liberté de la presse et d'expression en général. C'est ce que révèle un sondage d'opinion réalisé en trois séquences et financé par l'Union en Algérie. Plus de la moitié des Algériens (59%) a estimé en novembre 2010 que l'UE devrait aider à la promotion de la liberté d'expression des médias.**

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Le sondage, réalisé par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) et financé par l'UE dans le cadre du projet Oppol (Opinion Polling and Research), a concerné un corpus de 400 personnes choisies parmi le grand public. Il a été séquencé en trois phases, décembre 2009, juin 2010 et novembre 2010.

Les enquêteurs font bien remarquer d'ailleurs que le sondage a été réalisé avant la germination de ce qui est communément appelé le printemps arabe. Contrairement à l'idée répandue, il ressort de ce travail que les Algériens ne sont pas foncièrement fermés aux contributions étrangères pour un essor national, y compris sur les questions névralgiques telles que la liberté des médias et les libertés politiques.

Le sondage fait apparaître, en effet, une variation selon une courbe ascendante de l'opinion nationale quant à l'implication de l'UE dans la promotion de la liberté d'expression des médias. Si, en la matière, ils n'étaient en décembre 2009 que 53% des sondés à être favorables à la contribution européenne, ils seront 59% à exprimer le même avis favorable en novembre 2010.



80% des Algériens souhaitent que la croissance économique soit assurée.

Par ailleurs, les Algériens, dans une proportion quasiment équivalente, ont estimé que la garantie de la liberté d'expression figure parmi les principaux défis de l'Algérie. 52% des sondés en novembre 2010 étaient de cet avis, contre 32% en décembre 2009. Mais de l'avis des Algériens, le plus grand défi auquel le pays devra faire face reste d'assurer la croissance économique soutenue (80%, en novembre 2010 contre 59% en décembre 2009). Viennent ensuite l'organisation de la sécurité et la défense (67%) et l'éducation pour tous les citoyens (51%).

Selon le sondage, les Algériens, dans leur majorité appréciable, considèrent que la contribution de l'Union européenne est souhaitée dans de nombreux domaines. En novembre 2010, une bonne majorité des Algériens a considéré que l'UE devrait jouer un rôle plus important dans le développement économique (79%), la migration (72%), le commerce (72%), transport (65%), égalité entre les hommes et les femmes (60%)... démocratie (53%).

S'agissant de l'image de l'Union européenne en Algérie, le sondage a laissé apparaître plutôt une bonne appréciation.

La majorité des Algériens sondés ont estimé en novembre 2010 que le niveau d'engagement de l'UE en Algérie est adéquat (73%), que la communication de l'UE sur l'Algérie est bien compréhensible (66%), que l'Union favorise la démocratie dans les pays avec lesquels elle coopère (63%), qu'elle peut contribuer à apporter la paix et la stabilité à l'Algérie (59%) et à la région (58%).

Cela dit, l'Union européenne n'a pas récolté de bonnes notes s'agissant des impacts de ses politiques en Algérie. Hormis un bon impact des investissements (51% en novembre 2010, contre 52% en décembre 2009), le reste a récolté plutôt une opinion passable. Par exemple, seulement 19% des sondés ont estimé positif l'impact de la promotion de la paix et de la stabilité dans le pays de l'Union.

S. A. I.

## PENSÉE

Une pensée pleine d'amour à notre cher et regretté époux, père  
**Rabah Afredj**

En ce pénible souvenir du 13 mai 1992, sa femme et ses filles demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée pour lui.

Que Dieu le Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis.

Repose en paix Rabah.

